



Comité des projets
12^e réunion
19 septembre 2016 (12h00)
Londres, Royaume-Uni

**Stratégie des projets de mise en valeur du
café**

SOU MIS PAR LE DIRECTEUR EXÉCUTIF

I. Introduction

1. L'une des principales activités de l'Organisation est la coopération internationale et le développement durable, comme le stipule l'Accord international de 2007 sur le café. Les Membres de l'Organisation internationale du Café (OIC) ont reconnu l'importance exceptionnelle du café pour l'économie de nombreux pays qui dépendent largement de ce produit pour leurs recettes d'exportation et leurs objectifs de développement durable. Ils reconnaissent également l'importance du secteur pour les moyens de subsistance de millions de personnes, en particulier dans les pays en développement où la production se fait dans des exploitations familiales de petite taille. À cet égard, l'OIC fournit une plate-forme de convergence pour toutes les initiatives visant à promouvoir le développement de l'économie mondiale du café, notamment les projets dont l'objet est de promouvoir une économie caféière durable ayant un impact positif sur le développement durable.

2. Le défi consiste à assurer un environnement commercial sain et concurrentiel où les intérêts des secteurs commerciaux de l'industrie mondiale sont alignés sur les besoins des pays en développement les moins favorisés, afin d'assurer la durabilité dans le temps. Plus spécifiquement, l'Organisation doit relever le défi de promouvoir la production de café dans un secteur profitable.

Mesures proposées

I. Coopération avec le Fonds commun pour les produits de base (FCPB)

3. La relation de travail que l'OIC a établie avec le Fonds commun pour les produits de base (FCPB) a permis de parrainer un certain nombre de projets de mise en valeur du café. Cependant, le FCPB a modifié sa stratégie de financement des projets, passant des dons aux prêts remboursables. En dépit de ces changements, l'Organisation a été en mesure d'obtenir l'approbation de deux projets grâce à la longue expérience du Secrétariat dans la conception et le suivi des projets.

II. Fonds africain du café

4. L'Organisation doit entreprendre des recherches exhaustives et trouver de nouveaux moyens pour continuer d'être proactive dans la conception et le développement des activités du projet et diversifier ses sources de financement des projets.

5. Le Fonds africain du café est un instrument grâce auquel plusieurs défis de l'industrie du café africain seront relevés. Il servira de cadre au financement des projets africains de développement du secteur du café.

6. L'Organisation lancera un processus similaire au profit du secteur du café dans les pays Membres d'Asie et d'Amérique latine. Cela nécessitera une interaction intensive avec les donateurs potentiels, en particulier les banques régionales de développement.

III. Mobilisation de fonds

7. Un autre moyen de soutenir les projets de mise en valeur du café serait de définir une stratégie des projets permettant au Secrétariat de renforcer sa capacité de collaborer efficacement avec les bailleurs de fonds et de soumissionner avec succès pour le financement de projets, et de mieux communiquer les résultats. La liste des institutions avec lesquelles l'OIC coopère pour rechercher un financement figure à l'annexe I.

Conclusion

8. Avec le nombre croissant de défis auxquels fait face le secteur du café, il est d'une importance primordiale que l'OIC renforce sa capacité à coopérer avec les organismes donateurs. Ainsi, l'OIC sera en mesure d'aider les producteurs de café à relever les défis tels que rentabiliser la caféiculture.

PARTENAIRES FINANCIERS POTENTIELS

Des recherches approfondies sur un instrument de financement approprié aligné sur le but de l'OIC ont été effectuées. Les sources de financement potentielles qui pourraient appuyer les programmes de mise en valeur du café par des dons ont été classées en quatre catégories principales, à savoir les fondations privées, les institutions financières régionales, les institutions bilatérales et les institutions multilatérales. L'objectif global de ces donateurs est de réduire la pauvreté et d'améliorer le niveau de vie dans les pays les moins développés, ce qui correspond aux critères de l'OIC et des institutions seront contactées pour explorer la portée de leur soutien à l'agriculture en général et en particulier au secteur du café dans les pays Membres.

I. Fondations privées

I.1 Fondation Starbucks

La fondation finance des organisations à but non lucratif en appui aux produits comme le café, le thé et le cacao. Ses activités comprennent le renforcement des capacités, le microfinancement et l'amélioration de la préservation de la biodiversité.

I.2 Fondation Bill et Melinda Gates

Le programme global de développement de la fondation a deux divisions principales, à savoir les services financiers aux populations pauvres et le développement de l'agriculture. Il a déjà injecté plus de 2 milliards de dollars des États Unis dans le secteur agricole en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Il intervient par l'intermédiaire de partenaires qui œuvrent à améliorer les moyens d'existence des communautés rurales. L'OIC pourrait demander à devenir l'un des partenaires de la réduction de la pauvreté dans les communautés productrices de café.

I.3 Fondation Rockefeller

L'agriculture et les ressources naturelles sont l'une des priorités de la fondation. Sa stratégie est centrée sur les marchés agricoles existants et vise à améliorer l'accès à des semences plus résistantes donnant des récoltes plus importantes et plus stables. Son objectif est de "construire des partenariats pour développer les changements technologiques et institutionnels nécessaires à la réalisation d'une révolution verte". La durabilité est un élément majeur de l'approche de l'aide à l'agriculture de la fondation. Les projets visent à parvenir à une augmentation rapide de la productivité et, par la suite, à une augmentation progressive des revenus des petits exploitants agricoles. Elle collabore avec un ensemble d'organisations et de gouvernements.

I.4 Fondation Ford

La fondation possède une vaste expérience de l'appui aux projets agricoles, notamment le café. Un certain nombre de projets sur le café ont été financés en Indonésie, au Mexique, en Amérique centrale et au Zimbabwe. Les propositions qui visent à améliorer la durabilité et la productivité sont également financées par la fondation.

II. Institutions financières régionales

II.1 Banque africaine de développement (BAfD)

La BAfD est une institution financière multilatérale de développement et l'une des principales institutions financières en Afrique. Son objectif principal est de "contribuer au développement économique et au progrès social de ses membres régionaux" en donnant la priorité aux projets qui, par leur nature, concernent plusieurs membres du groupe de la BAfD, et aux projets qui visent spécifiquement à stimuler les économies de ses membres et à favoriser l'expansion de leur commerce extérieur. L'agriculture, y compris le café, figure dans le portefeuille de la banque. La Banque envisage déjà le Fonds africain du café.

II.2 Banque asiatique de développement (BAsD)

La banque accorde des prêts et des dons, fournit une assistance technique à ses pays membres en développement pour un large éventail de projets et de programmes qui incluent l'agriculture et le développement durable.

II.3 Banque interaméricaine de développement (BID)

La BID est la principale source multilatérale de financement pour l'Amérique latine et les Caraïbes ; elle finance le développement socio-économique et l'intégration régionale en prêtant aux gouvernements et aux organismes gouvernementaux. Le groupe de la BID dispose d'un vaste portefeuille de projets sur le café.

II.4 Banque de développement latino-américaine (CAF)

La CAF est une banque de développement régionale créée en 1970, appartenant à 19 pays, dont 17 pays d'Amérique latine, les Caraïbes, l'Espagne et le Portugal, ainsi que 13 banques privées de la région. Il convient de noter que 16 de ses membres sont aussi Membres de l'OIC. Cette institution régionale vise à promouvoir un modèle de développement durable grâce à des opérations de crédit, des prêts non remboursables, et un soutien à la structuration technique et financière des projets dans les secteurs public et privé de l'Amérique latine.

II.5 Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE)

La BCIE est une banque multilatérale de développement basée au Honduras, dont l'objectif est de promouvoir l'intégration et le développement de ses pays membres fondateurs : le Guatemala, le Honduras, El Salvador, le Nicaragua et le Costa Rica. Elle vise à être un partenaire stratégique de l'amélioration de la qualité de vie de l'Amérique centrale au moyen du développement durable de la terre et de ses ressources. En novembre 2013, la BCIE a signé un protocole d'accord avec le Fonds international de coopération et de développement de Taiwan (Taiwan-ICDF) pour lutter contre les effets de la rouille du café en Amérique centrale. L'accord établit les bases de la mise en œuvre d'une première intervention de plus de 80 millions de dollars dans la région. La BCIE a injecté 52 millions de dollars (avec la BID) dans le "Programme pour le développement de l'agriculture et de l'élevage durable".

III Institutions bilatérales

Cette catégorie comprend des institutions gouvernementales qui financent, sur une base bilatérale, des programmes de développement au nom de pays donateurs.

- III.1 United States Agency for International Development (USAID) – États-Unis d'Amérique
- III.2 Département du développement international (DFID) – Royaume-Uni
- III.3 GIZ, Allemagne
- III.4 Agence de coopération pour le développement international (AECID) – Espagne
- III.5 Secrétariat d'État aux affaires économiques (SECO) – Suisse.

IV Institutions multilatérales

- IV.1 Fonds de l'OPEP pour le développement international
- IV.2 Commission européenne
- IV.3 Organisation des États américains (OEA).